II LE COMMERCE À L'HEURE DE LA MONDIALISATION

A INTRODUCTION

L'intégration économique progresse à un rythme sans précédent dans le monde entier. La mondialisation a eu des retombées très bénéfiques pour de nombreux pays et de nombreuses populations. Mais elle fait aussi beaucoup de perdants, et l'opposition à la poursuite du processus va croissant, pour de multiples raisons. Le commerce n'est qu'un aspect de la mondialisation, et ses liens avec les forces économiques, politiques et technologiques en général sont multiples et complexes. Certains des arguments contre l'ouverture commerciale sont alimentés par des facteurs très divers – y compris la peur générale du changement – qui n'ont pas grand-chose à voir avec la poursuite de l'ouverture. Les gouvernements qui cèdent aux pressions contre le commerce exercées par les adversaires de la mondialisation risquent de faire de mauvais choix politiques. Le scepticisme à l'égard du commerce est à l'évidence un sujet de préoccupation, surtout à un moment où les Membres de l'OMC s'efforcent de mener à bien le Cycle de Doha. À ce moment crucial, il semble opportun de réexaminer la justification du commerce et de se demander si les arguments traditionnels en faveur du libre-échange tiennent encore.

Il est temps de se rappeler quelle peut être la contribution du commerce, qui semble avoir été oubliée dans certains milieux, mais il faut aussi examiner objectivement qui en a profité et dans quelle mesure. Le présent rapport tente de déterminer, entre autres, si les pays ont tiré parti de leur avantage comparatif, s'ils ont réalisé des économies d'échelle en accédant à des marchés plus vastes, s'ils ont organisé leurs industries de manière plus efficiente, et s'ils ont profité de la diffusion des technologies. Il tente d'expliquer ce qui sous-tend les arguments en faveur du commerce à la lumière des théories classiques et récentes sur les sources de gains du commerce et il examine les données disponibles pour vérifier ces différentes théories.

Le rapport souligne que les avantages découlant des échanges commerciaux ne sont pas également répartis. Un avantage comparatif peut être insignifiant s'il est plus coûteux de transporter un produit que de le produire. Qu'importent les gains globaux d'un pays pour ceux qui perdent leur emploi en raison de la spécialisation provoquée par le commerce? Faute d'une formation adéquate, ces personnes peuvent avoir du mal à trouver du travail dans les secteurs en expansion. Les pauvres peuvent être particulièrement vulnérables parce qu'ils n'ont pas les moyens de changer d'activité sans encombre.

Les entreprises ne répartissent pas leurs opérations de manière uniforme entre les pays, mais ont tendance à se concentrer dans certaines zones. Cette dynamique peut s'autorenforcer, entraînant une agglomération d'industries dans certains endroits et une désindustrialisation dans d'autres. Dans le même temps, la réduction des coûts de transport et des autres coûts commerciaux permet de fractionner de plus en plus le processus de production. Certaines entreprises implantées dans des lieux éloignés ont pu ainsi devenir des leaders dans des secteurs spécialisés et s'intégrer dans des réseaux de production internationaux. D'autres restent à l'extérieur de ces réseaux, souvent en raison de contraintes institutionnelles ou administratives.

Les dirigeants doivent s'attaquer à ces problèmes pour apaiser les craintes que le commerce suscite dans le public et pour permettre aux pays de récolter les gains considérables que le commerce peut procurer. Une action est nécessaire, au niveau national, en complément de l'ouverture commerciale, mais certaines mesures doivent être coordonnées au niveau multilatéral. En outre, les politiques visant à réduire les obstacles au commerce ne devraient pas empêcher les gouvernements de prendre des mesures d'accompagnement appropriées. La dernière section du rapport examine si l'OMC est bien équipée pour défendre les gains liés au commerce découlant de la mondialisation à laquelle l'OMC elle-même a contribué, tout en analysant comme il se doit les inquiétudes causées par l'expansion des échanges commerciaux.

Structure du rapport

La section B du rapport décrit et analyse les éléments clés du processus actuel d'intégration mondiale, ses principales forces motrices et certaines préoccupations au sujet des coûts et des avantages de la mondialisation. Bien que la mondialisation ne se limite pas au commerce, il est montré que celui-ci est un des éléments essentiels du processus, complétant les autres facteurs d'intégration économique.

La section C examine plus en détail les gains découlant du commerce. Elle explique ce qui sous-tend les arguments en faveur des échanges et leurs fondements théoriques. Elle examine aussi les données disponibles concernant la réalisation de ces gains.

En s'appuyant sur l'analyse des avantages du commerce, la section D examine plus particulièrement la participation des pays au commerce international, à la lumière des données sur la diminution des coûts du commerce et de deux tendances apparemment contraires, à savoir la concentration géographique de la production dans certaines parties du monde et sa fragmentation entre de nombreuses régions. Cette section tente de cerner l'ampleur de ces phénomènes et les préoccupations auxquelles ils peuvent donner lieu, notamment pour les pays en développement qui restent en marge du processus.

La section E examine les effets distributifs de la libéralisation du commerce et la résistance à la poursuite de l'ouverture commerciale qu'ils peuvent susciter. Elle analyse ses effets à long terme sur la répartition de la richesse à l'intérieur des économies et le processus d'ajustement à court terme à la suite d'une réforme commerciale. Une autre partie de cette section traite du lien entre le commerce et la pauvreté et analyse les répercussions de la libéralisation des échanges sur les catégories sociales les plus vulnérables.

Enfin, dans la section F, il est question des défis que pose une plus grande ouverture commerciale et des politiques d'accompagnement nécessaires pour y faire face. Les défis sont notamment liés aux contraintes pesant sur l'offre dans les pays en développement, à la nécessité de réduire davantage les coûts commerciaux, et de gérer les conséquences sociales de la libéralisation et à la relation entre le commerce et le progrès technologique. Bien que la plupart des mesures doivent être prises au niveau national, cette section examine le rôle potentiel de la coopération internationale, en particulier celui de l'OMC.